

NON à l'austérité dans l'enseignement obligatoire et post-obligatoire !

Appel aux enseignant·es en formation à rejoindre la mobilisation des 18 et du 25 novembre !

Dans le cadre du budget de l'État de Vaud pour l'année 2026, le Conseil d'État prévoit des **coupes massives** de plusieurs centaines de millions de francs dans la service public et parapublic ! Parmi les mesures austéritaires proposées, le gouvernement veut une baisse salariale de 0,7% pour plus de 90% des travailleur·euses du secteur public et la non-indexation des salaires relativement au coût de la vie, qui se renchérit jour après jour. En plus de ces mesures qui impacteront largement les employé·es de l'État, le Département de l'enseignement et de la formation (DEF) prévoit des coupes de 82 millions qui toucheront, entre autres les enseignant·es, les Hautes écoles du canton, ainsi que les rémunérations des remplaçant·es sans titre pédagogique !

En tant qu'enseignant·es en formation, **ce programme d'austérité nous touchera directement** que ce soit dans nos lieux d'études, comme la Haute école pédagogique (HEP), ou de travail, c'est-à-dire dans nos stages et les remplacements que nous réalisons souvent au cours de notre formation. Nous nous inquiétons aussi des conditions de travail que nous rencontrerons après nos études : que ce soient les baisses salariales, la suppression des allègements de fin de carrière, l'augmentation progressive de nos cotisations à la CPEV, la diminution des moyens pour l'enseignement et l'étalement de plus en plus long de la progression salariale ! **Nous dénonçons fermement ces détériorations** de conditions dans l'enseignement obligatoire et post-obligatoire et montrons toute notre solidarité avec nos collègues qui subissent ces dégradations !

Alors que le Conseil d'État utilise le « bouclier fiscal » pour des cadeaux fiscaux aux plus riches du canton, nous, travailleur·euses du service public, devons subir les conséquences négatives de cette politique injuste d'assèchement des caisses de l'État ! Face au fouet austéritaire que le gouvernement veut nous imposer, nous répondons toujours et encore NON !

Nous devons participer à la mobilisation des salarié·es ! Nous appelons donc les enseignant·es en formation à participer aux assemblées générales du personnel, à s'organiser sur les lieux de travail et de formation, et à rejoindre la mobilisation des 18 et 25 novembre sur les lieux de stage ou de formation afin de faire reculer le Conseil d'État et le Grand Conseil dont le programme dévastateur est pour les services publics et notre futur professionnel !

La recommandation du syndicat est de ne pas faire grève si on n'est pas au bénéfice d'un CDI. Pour les personnes en formation (y compris celles avec un CDD), il faut choisir les autres modes d'action (manifestation, rassemblement, action ponctuelle, etc.), mais pas la grève. En cas de doute, vous pouvez contacter le Syndicat vaudois de l'enseignement secondaire (SVES) : info@sves-sud.ch